

## Bulletin d'histoire politique

**Sam Haroun, Le Canada et la guerre. Essai sur l'engagement militaire canadien de Laurier à Harper, Québec, Septentrion, 2009, 148 p.**

Philippe Münch



Volume 19, Number 1, Fall 2010

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1056033ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1056033ar>

[See table of contents](#)

### Publisher(s)

Bulletin d'histoire politique  
VLB Éditeur

### ISSN

1201-0421 (print)

1929-7653 (digital)

[Explore this journal](#)

### Cite this review

Münch, P. (2010). Review of [Sam Haroun, Le Canada et la guerre. Essai sur l'engagement militaire canadien de Laurier à Harper, Québec, Septentrion, 2009, 148 p.] *Bulletin d'histoire politique*, 19(1), 249–251.  
<https://doi.org/10.7202/1056033ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 2010

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

**é**rudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

Sam Haroun, *Le Canada et la guerre. Essai sur l'engagement militaire canadien de Laurier à Harper*, Québec, Septentrion, 2009, 148 p.

PHILIPPE MÜNCH  
*Docteur en histoire*  
*Chercheur post-doctoral, Sorbonne*

Le Canada est-il un pays belliqueux ? Une telle question peut surprendre et paraître incongrue dans la mesure où on présente souvent le Canada comme un grand défenseur de la paix dans le monde, c'est-à-dire comme un État postmoderne qui ne conçoit pas sa sécurité en fonction de ses intérêts strictement nationaux. C'est toutefois oublier que le pays a participé à huit guerres depuis 1899 et à trois conflits depuis la chute du Mur de Berlin : Irak (1991), Kosovo (1999) et Afghanistan (2002-2009). Dans *Le Canada et la guerre*, Sam Haroun propose d'analyser cette relation historique particulière à la guerre. Dans une langue simple et efficace, truffée de références à Bossuet, Bismarck et Pascal, il montre que la guerre a longtemps été définie selon un rapport à l'Empire. L'Empire britannique dans la première moitié du xx<sup>e</sup> siècle, puis l'Empire américain au xxi<sup>e</sup> siècle. Entre les deux périodes, le Canada a développé une politique souveraine fondée sur la sécurité collective, le multilatéralisme et la diplomatie. Pour faire la démonstration de ces trois temps de politique étrangère canadienne, l'essai est logiquement divisé en trois parties : 1) La gloire de l'Empire ; 2) L'éclat de la souveraineté ; 3) Retour à l'Empire en passant par Kandahar.

Dans le premier chapitre, S. Haroun examine le rapport fondamental et ambigu entre le Dominion canadien et l'Empire britannique. L'ambiguïté, révélée par la guerre des Boers (1899-1902), tient essentiellement à la division identitaire du Canada. Les Canadiens anglais, nés en grand nombre en Grande-Bretagne, ont gardé un lien identitaire fort avec la mère patrie. Ils sont britanniques et la solidarité impériale va de soi. L'Empire, c'est *leur* Empire. Il en va autrement des Canadiens français qui vivent en Amérique du Nord depuis trois siècles. Leur patrie, c'est le Canada. Ils ont

ainsi une vision nord-américaine de la destinée du Dominion, qui se distingue de la vision impérialiste. Cette division pousse les différents premiers ministres à chercher un compromis politique parfois impossible à faire. En 1899, Laurier autorise l'envoi de volontaires au frais d'Ottawa, sans toutefois formaliser l'engagement militaire. Lors de la Grande Guerre, la conscription, fortement rejetée par les Canadiens français, fait voler en éclats l'unité nationale. Elle met en évidence le clivage qui était latent depuis la guerre de Boers. Mais le zèle impérial du premier ministre Borden n'est pas nécessairement fait au détriment du pays, nous dit l'auteur. Ce zèle est en réalité assorti d'une exigence de reconnaissance de la nation canadienne. Le statut de Westminster (1931), qui accorde finalement l'indépendance au Canada en matière de politique étrangère, ne change pas la donne. Ottawa reste inféodé à la volonté de l'Empire. La matrice impériale dicte encore la politique canadienne. Dans ce contexte, le premier ministre King va manœuvrer habilement entre le bellicisme anglo-saxon et les réticences québécoises. La question de la conscription finit néanmoins par le rattraper. Le référendum de 1942 révèle de nouveau une grande tension entre les deux peuples fondateurs.

À la fin de la guerre, l'Europe est à feu et à sang. Le Canada se hisse parmi les puissances du monde. La guerre devient alors un instrument d'affirmation de la souveraineté. C'est l'objet du deuxième chapitre. Ottawa élabore une nouvelle politique qui émancipe l'ancienne colonie du vieil Empire britannique, en plein déclin, et le tient à distance du nouvel empire en émergence : les États-Unis. Il n'est ni un Dominion britannique ni un satellite américain. Cette politique est fondée sur la sécurité collective, les institutions internationales (au premier rang l'ONU), le respect du droit, la diplomatie et le multilatéralisme. Pour S. Haroun, un homme politique a su parfaitement épouser ces nouveaux idéaux : Lester B. Pearson. Les fondements de son approche influenceront pour plusieurs années la politique étrangère canadienne et permettront surtout de rapprocher les deux solitudes face à la guerre. En 1990-1991, lors de la première guerre d'Irak, le premier ministre Mulroney finit par convaincre le président américain de la nécessité de recourir au Conseil de sécurité. Seul un cadre onusien et multilatéral constituait les bornes légitimes de l'action canadienne. Cette ligne de conduite explique, selon l'auteur, le refus du Canada de participer à la deuxième guerre d'Irak (2003). Le non du premier ministre Chrétien à l'*imperium* américain est en réalité le dernier moment de l'héritage pearsonien.

Avec la guerre en Afghanistan, on assiste au retour de l'Empire, américain cette fois. Le dernier chapitre consiste à montrer l'évolution de la politique étrangère canadienne de plus en plus assujettie aux impératifs de l'hyperpuissance. L'intervention canadienne est marquée par trois temps : le temps du politique (2001-2003) ; le temps du militaire (2003-2005) ; le

temps de l'Empire (depuis 2006). En 2001, le premier ministre Chrétien délimite la durée et l'étendue de la mission, qui prend fin à l'été 2002. Le civil reste maître du jeu. Mais la question de l'Irak en 2003 force Ottawa à revenir en Afghanistan. En disant non à la coalition anglo-américaine, le Canada devait montrer par ailleurs son soutien à la lutte contre le terrorisme : «Kaboul court-circuita l'Irak» (p. 133). L'arrivée de Paul Martin en 2003 marque un tournant politique. Avec la nomination de Rick Hillier comme chef d'état-major, le leadership de la défense devient presque exclusivement militaire. C'est dans ce contexte que les troupes canadiennes sont transférées de Kaboul à Kandahar. La victoire conservatrice de Stephen Harper en 2006 accentue ce mouvement. Il existe désormais un « ciment de l'idéologie » entre Bush et Harper. Le premier ministre est en fait un « zélé de l'Empire ». Le Canada s'aligne ainsi sur les États-Unis et passe ainsi aux oubliettes la politique mesurée de Pearson. Avec une mission imprécise et désordonnée, les forces canadiennes s'enfoncent en Afghanistan pour « la plus grande gloire de l'Empire », nous dit en terminant S. Haroun.

*Le Canada et la guerre* résume efficacement plus d'un siècle d'engagement militaire canadien. L'ouvrage se dévore rapidement et le style coloré et dynamique devrait certainement plaire aux lecteurs. Mais bien souvent, la forme de l'essai constitue un prétexte pour tourner les coins ronds. Prenons deux exemples. À la fin du premier chapitre, l'auteur accuse le premier ministre King de manquer de vision. C'est passer sous silence le fait qu'il est le premier chef d'État canadien à faire référence à l'idée de puissance moyenne et à la théorie fonctionnaliste. Autre cas : le non du premier ministre Jean Chrétien à la guerre en Irak. Selon S. Haroun, cette décision aurait été mûrie « de long mois durant ». Une analyse minutieuse de la position canadienne montre au contraire de l'improvisation et beaucoup d'hésitation, ne serait-ce que sur la nécessité d'une seconde résolution pour intervenir en Irak. L'essai déçoit aussi pour ses faiblesses théoriques. L'auteur ne parle jamais du continentalisme qui est un courant politique important. Le niveau d'analyse demeure globalement descriptif et ne permet pas de construire une explication claire sur l'évolution de la politique étrangère canadienne. On aura alors compris que l'essai s'adresse avant tout à un public non initié. Et à ce titre, il constitue sans doute une bonne introduction à cette problématique de la guerre.